

Brazzaville, Congo, 16 janvier (Infosplusgabon) - Plusieurs associations de défense des droits de l'homme ont dénoncé la récente déclaration du Premier ministre congolais, Clément Mouamba, sur un retour forcé des réfugiés rwandais ayant refusé le rapatriement volontaire dans leur pays, a annoncé mardi la radio publique.

Au cours d'un point de presse à Brazzaville, l'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral (ADHUC), la Convention nationale des droits de l'homme (CONADHO), les Forces unies pour la liberté et la démocratie (FUL-D) ont demandé au gouvernement congolais de réfléchir à des solutions parallèles en vue de la réinsertion de ces réfugiés dans la société congolaise.

"Les organisations de la société civile sont très préoccupées par la déclaration du Premier ministre du 10 janvier 2018 et constatent une confusion sur l'appellation des 8460 réfugiés rwandais qui deviennent des migrants", a notamment déclaré le président de l'ADHUC, Loamba Moké, s'interrogeant par ailleurs sur la décision prise par l'Etat congolais, "qui va à l'encontre des instruments internationaux des droits humains dûment ratifiés par le Congo, dont le statut de Rome".

Pour ces organisations de la société civile, la décision du Premier ministre de contraindre certains réfugiés rwandais de repartir dans leur pays d'origine est un refus volontaire d'assistance humanitaire et une entorse contre la solidarité des pays frontaliers du Rwanda qui ont refusé le rapatriement volontaire de ces réfugiés.

FIN/INFOSPLUSGABON/OPL/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon